

**Projet de résolution CPN avec en rouge gras les propositions d'amendements (et le cas échéant les commentaires) de Daniela, Ludivine, Ludovic, Marie, Vincent (P4)**

1- Le gouvernement Ayrault subit une baisse de popularité car il poursuit une politique libérale qui **[AMENDEMENT P4 N° 1] conduit—répond** à l'accélération de la crise **[Commentaire : dire que la politique du gouvernement conduit à l'accélération de la crise, c'est sous-entendre que l'austérité ne serait pas dictée au contraire par la crise, que ce serait un simple choix du gouvernement et que d'autres choix permettraient d'atténuer la crise, voire d'en sortir ; bref cela peut laisse entendre qu'on pourrait mieux gérer le capitalisme ; c'est ce que disent les keynésiens et les réformistes]**. Il n'y a aucune remise en cause fondamentale de la politique menée par Sarkozy et son gouvernement, l'essentiel des lois antisociales et antidémocratiques du dernier quinquennat sont encore en place et le gouvernement ne s'engage en rien à les supprimer. La rentrée est dominée par la question de l'austérité et de l'emploi, avec en toile de fond la montée du chômage et de la pauvreté ces derniers mois et l'attitude indécente du gouvernement vis-à-vis du patronat, symbolisée par l'intervention du 1er ministre à l'Université d'Été du MEDEF.

Le gouvernement a pris cet été des initiatives dans la continuité de son prédécesseur : politique sécuritaire (Amiens, expulsions des Roms, débat Gaudin/Valls sur l'armée dans les quartiers), anti-ouvrière en avalisant l'avalanche de plans sociaux, notamment les décisions de PSA de fermer Aulnay et de supprimer 8 000 postes. Le gouvernement remet à l'ordre du jour le " coût du travail " dans les discussions syndicales à venir au travers d'accords compétitivité et enfin les contrats génération pour les jeunes qui représentent un nouvel outil pour tirer vers le bas les conditions de travail de l'ensemble des salariés, déclarations sur le nucléaire ou contre la régularisation massive des sans papiers.

**2- [AMENDEMENT P4 N° 1 bis] ~~Sous les effets des politiques d'austérité qui prennent dans la poche des classes populaires l'argent qui alimentent les spéculations financières,~~ [Même remarque : ce n'est pas l'austérité qui aggrave la crise, contrairement à ce que prétendent les keynésiens ; au contraire, l'austérité est le corollaire de la politique qui a permis d'éviter jusqu'à présent ses effets en empêchant les faillites d'entreprises, en sauvant l'État grec, en limitant les déficits publics pour que les marchés continuent à prêter aux États, en maintenant à flots l'euro, etc. ; c'est cette politique qui implique de faire payer l'ardoise aux travailleurs/ses, notamment par l'austérité, tout en préparant une crise d'autant plus dure]**, La crise économique s'approfondit. Les dernières prévisions confirment que la zone euro est en récession. François Hollande en a pris acte lors de son interview du dimanche 9 septembre en révisant à 0,8 % la prévision de croissance pour la France pour 2013. Fondamentalement, c'est la crise entamée en 2008 qui continue. Les objectifs d'austérité et de libéralisation ont été réaffirmés à tous les sommets européens et sont encore renforcés dans le traité budgétaire que François Hollande veut faire adopter à marche forcée au Parlement. La Banque Centrale Européenne, sous couvert de sauver l'euro, a décidé de racheter sans limite de la dette publique par l'intermédiaire du Fond de solidarité européen en réponse aux demandes des Etats les plus endettés, à condition bien entendu que les pays concernés présentent un plan d'austérité à la Troïka.

La BCE prétend ainsi leur permettre d'échapper aux taux usuraires tout à fait insoutenables que leur imposent les banques. En fait, la BCE intervient pour soulager les Etats en faisant payer la dette... aux contribuables tout en laissant les banques et spéculateurs continuer leur sale besogne. Elle sauve ainsi les Etats de la banqueroute pour permettre à la spéculation de se poursuivre.

Les résultats de ces politiques d'austérité pour les peuples et d'impunité pour les capitalistes, les financiers, menées depuis le début de la crise sont connus : explosion du chômage, de la

précarité, des inégalités, de la pauvreté ; explosion des plans sociaux, des licenciements ; baisse du pouvoir d'achat, reculs des droits sociaux... C'est cette politique qui constitue l'horizon gouvernemental.

3- Dans le cadre de la gestion de leur crise et de la concurrence internationale, les capitalistes et le patronat mettent au cœur de leurs objectifs la restauration et l'accroissement des marges financières des entreprises par la baisse du " coût du travail ". Un grand nombre d'entreprises vont être liquidées dans les mois qui viennent pour rentabilité insuffisante et de nombreux groupes mettent en œuvre des plans de rentabilisation, d'augmentation de la productivité. Près de 100 entreprises sont menacées par ces plans de fermetures totales ou partielles, de compression d'effectifs. La CGT chiffre à 75000 le nombre d'emplois menacés par ces plans. Tous les secteurs industriels (Automobile, Chimie, métallurgie, textile) et de services (Transports, Banques, Télécoms) sont touchés.

Sur cette question, le gouvernement Ayrault, malgré les déclarations de campagne de Hollande et les gesticulations de Montebourg ne compte en rien remettre en cause ces plans de rentabilisation capitaliste, attaché seulement à ce que soit respecté le " dialogue social ". La conférence sociale est pour le gouvernement le moyen de faire avaliser par une partie du mouvement syndical des régressions profonde comme le transfert du financement de la protection sociale par la CSG. Par ailleurs, les directions syndicales n'ont aucune intention de se lancer dans une offensive contre la politique du gouvernement et du patronat. Les liens entretenus par une partie des dirigeants syndicaux avec le gouvernement et la solidarité qui en découle rendent plus âpres les débats sur les nécessaires mobilisations contre les conséquences de l'austérité. Même si les illusions sur le gouvernement Hollande-Ayrault étaient maigres et se réduisent au fil des semaines, l'attentisme reste dominant.

C'est donc un enjeu majeur pour le NPA de tracer une autre voie, anticapitaliste mettant en avant le droit à l'emploi et aux maintiens des acquis sociaux contre les profits patronaux **[AMENDEMENT P4 N° 2] et articulant les revendications immédiates à l'objectif d'en finir avec ce système, à la transformation révolutionnaire de la société et donc au gouvernement des travailleurs et des travailleuses. [Commentaire : on ne peut pas limiter l' " anticapitalisme " au " droit à l'emploi " et aux " acquis sociaux ", au risque de tomber dans le parasyndicalisme. En outre, avec la crise actuelle plus encore qu'auparavant, il est évident que la défense de ces revendications est incompatible avec le maintien du système : ne pas le dire systématiquement comme parti, c'est laisser croire le contraire, c'est laisser une chance au discours réformiste qui influence déjà beaucoup trop une partie des travailleurs/ses.]**

4- Acte symbolique et outil des politiques d'austérité européenne, invoquant les contraintes de la crise et la sauvegarde de l'Union européenne, Hollande a fait le choix de faire passer en force la ratification du TSCG, traité permettant de donner une légitimité institutionnelle à l'austérité, notamment par la mise en place de la " règle d'or ". Avec l'appui de l'UMP, par simple vote des députés et sénateurs début octobre, c'est le consensus d'une Europe capitaliste, au service des marchés, qui s'affirme.

Le vote de ce TSCG devient un le point de cristallisation des tensions au sein de la gauche gouvernementale, les députés d'Europe Ecologie les Verts ainsi que ceux du Parti Socialiste ont ainsi été sommés de voter pour et de rester dans le rang. Une véritable politique de mise au pas est donc en œuvre, politique qui s'accompagne de la nomination par " en haut " sans réel processus démocratique du nouveau secrétaire du Parti. En effet, c'est bien le " préféré " du Président de la République, du Premier ministre et de la secrétaire sortante, Harlem Désir, qui sans surprise prend les rênes du PS pour mieux placer celui-ci dans la roue du gouvernement. Alors que la cure d'austérité se profile à l'horizon comme l'indique les derniers discours de Hollande, le pouvoir veut s'assurer qu'aucune contestation, qu'aucune voix dissonante ne viendra de son propre camp.

Du côté de la gauche syndicale, le refus des directions de la CGT et de la FSU d'appeler au 30

septembre marque un pas de plus dans leur acceptation du “ dialogue social ” du gouvernement. Mais cela ne se fait pas sans tensions internes. De nombreux militants ont fait de la participation à la journée du 30 une première occasion de refuser la politique d'austérité d'Ayrault.

Cette situation donne toute son importance à notre intervention tant sur le plan social que politique, en articulant travail unitaire et apparition autour de nos propositions, pour mettre en œuvre une politique d'opposition à la gauche du gouvernement.

5- Au sein de la gauche de la gauche, le Front de Gauche est pris, en cette rentrée, dans sa **double** contradiction : s'affirmer comme étant ni dans la majorité, ni dans l'opposition. Pourtant, d'un côté, leurs députés votent avec la majorité parlementaire PS – EELV le collectif budgétaire en juillet et les contrats de génération il y a quelques jours. Ces votes sans réelle discussion au sein du Front de Gauche n'ont à cette heure suscitée aucunes réactions publiques des différentes composantes, et cela est pour le moins inquiétant pour la suite. De l'autre côté, les déclarations médiatiques tonitruantes de Mélenchon contre le gouvernement, pour le rejet du TSCG après un référendum, sont bien un écran de fumée masquant la politique institutionnelle des représentants du Front de Gauche, mais aussi l'expression d'un réel mécontentement du milieu militant et sympathisant du Front de Gauche, accompagnant les premières déceptions suite aux premières mesures gouvernementales. Si la tension interne au Front de Gauche existe entre celles et ceux qui veulent ancrer ce regroupement sur une orientation plus clairement oppositionnelle et celles et ceux, en particulier la direction du PCF, qui veulent “ faire bouger les lignes à gauche ” sans se couper du Parti Socialiste, force est de reconnaître qu'aucun éclaircissement n'apparaît sur la ligne suivie par le Front de Gauche ces prochaines semaines.

6- Sur tous les terrains, face à ce gouvernement, il faut lutter contre l'attentisme et convaincre que nous n'obtiendrons que ce que nous imposerons.

Contre la ratification du TSCG, le dimanche 30 septembre est la date retenue pour une manifestation unitaire nationale. Nous **[AMENDEMENT P4 N° 3] ne partageons pas le cadre de l'appel à cette manifestation (résumé du programme du front de gauche avec l'exposé des analyses et solutions keynésiennes à la crise, appel au référendum masqué sous la forme d'un appel à ce que les “ citoyens ” se prononcent, refus de faire le lien avec la nécessaire bataille contre les licenciements, ligne d'éviter l'éclatement de l'Europe et de l'euro, etc.) ; mais nous** en faisons une échéance de mobilisation nationale pour le NPA en la replaçant dans le cadre de l'ensemble des mobilisations de cette rentrée contre l'austérité, une étape vers un tous ensemble dans la rue. Nous œuvrons dans toutes les villes et département à la mobilisation unitaire pour des montées massives à la manifestation nationale à Paris (réunions publiques, distributions massives, interpellations des députés...). C'est une bataille que nous menons également dans nos organisations syndicales, puisque les principales confédérations et en particulier la CGT n'ont pas décidé pour l'instant de participer à cette manifestation.

Dans la mobilisation, nous participerons à la manifestation sur nos propres mots d'ordre en expliquant notamment le lien entre le rejet nécessaire du TSCG, nos exigences **[AMENDEMENT P4 N° 4] concernant l'audit sur la dette en vue de son annulation d'annuler la dette qui n'est pas celle du peuple** (la dette servant de prétexte aux politiques d'austérité) et le refus des politiques mises en place par le pouvoir de gauche. Cela exige donc à gauche de dire clairement que l'on veut s'opposer au gouvernement, notamment à l'occasion du prochain vote du budget dans quelques mois. Nous mettons en résonance le rejet de ce traité et le combat contre l'ensemble des effets de la crise, notamment la question des suppressions d'emplois dans la fonction publique et les plans de licenciements: Cette unité contre le TSCG, doit se poursuivre sur les terrains de l'austérité et de l'emploi pour répondre aux nombreuses attentes clairement affichées par les salariés et unifier leurs luttes en proposant là aussi des initiatives communes.

Le succès de la manifestation nationale du 30 septembre doit donc être un des points de départ d'une mobilisation durable contre l'austérité, **[AMENDEMENT P4 N° 5] qui doit relancer les cadres de mobilisations contre la dette, et [Commentaire : ce sont des coquilles vides qui ne mobilisent pas les masses et ne les mobiliseront pas dans leur cadre et leur forme actuels]** qui doit rebondir au moment du vote du budget. Cela s'articule aussi avec les échéances européennes de la gauche sociale et politique (assemblée des mouvements sociaux européens à Florence mi-novembre et d'un contre-sommet européen au printemps 2013 en Grèce). **[AMENDEMENT P4 N° 6] Cependant, la priorité de notre intervention reste la lutte contre les licenciements et les suppressions d'emplois, qui appelle une campagne de long terme. D'autant plus que la focalisation sur le seul TSCG de la part du Front de gauche lui permet aussi de négliger la question des licenciements et de couvrir la politique des directions syndicales sur ce plan.**

7- **[AMENDEMENT P4 N° 7] A travers la question des licenciements et de la lutte contre le chômage, c'est le destin de la classe ouvrière qui est posé, ainsi que les possibilités de construire l'unité du monde du travail, sans oublier les chômeurs. La perspective d'un grand mouvement national contre les licenciements et le chômage doit être au centre de notre orientation, ainsi que la tâche de s'implanter dans les secteurs stratégiques du prolétariat de façon à pouvoir jouer un rôle supérieur dans les combats à venir.** Sur la question de l'emploi, évidemment liée à celle de l'austérité gouvernementale, une première manifestation aura lieu au Mondial de l'Auto le samedi 29 septembre appelée par la CGT de Ford Blanquefort. Cet appel particulièrement important pour fédérer constructeurs et sous-traitants est combattu par la Fédération CGT qui organise le même jour un meeting à Aulnay. Quant à Lutte Ouvrière, particulièrement actif dans ce secteur **[AMENDEMENT P4 N° 8] grâce à son choix de s'implanter patiemment dans la classe ouvrière (et quels que soient nos désaccords avec sa politique),** leur priorité est clairement la mobilisation sur le site d'Aulnay avant toute tentative d'extension et de coordination avec d'autres secteurs et même avec les autres usines du groupe PSA. Nous devons au niveau du NPA tout faire pour que cette première initiative au Mondial soit une réussite, un encouragement pour appeler l'ensemble du monde du travail à unir ses forces contre les licenciements et les suppressions d'emplois dans la perspective d'une journée commune de grève et de manifestation le mardi 9 octobre, en particulier dans le secteur automobile durement touché.

La réussite de la journée du 9 octobre reste évidemment à cette heure une inconnue. Il s'agissait au départ pour la CGT d'une journée de défense de l'emploi industriel, à priori peu mobilisatrice, l'ensemble de la filière automobile étant appelé à manifester à Paris (contrairement aux autres professions qui sont "décentralisées" sur Lyon et Marseille et peut-être Toulouse). Cependant, la CGT métallurgie a dû accepter l'idée d'appeler à une manifestation devant le salon de l'auto pour le secteur auto, avant de rejoindre le cortège de l'ensemble des salariés le mardi après-midi. Des appels à des débrayages sont lancés dans un certain nombre d'entreprises, il reste encore quelques semaines pour contribuer à donner à cette journée un autre contenu et une autre ampleur, et en faire une étape dans la convergence des résistances bien au-delà du seul secteur de l'automobile. Il est important d'élargir le cadre fixé initialement par la CGT de défense de l'emploi industriel, à l'ensemble des secteurs du privé comme du public.

En militant pour que les 29 et 30 septembre et 9 octobre et la construction de la suite forment un tout, une seule politique, nous pouvons apparaître comme les militants unitaires de ces deux initiatives.

Les semaines et les mois qui viennent seront aussi marqués par des mobilisations sur d'autres terrains : semaine européenne pour le droit à la santé, mobilisation contre les gaz de schiste et contre le nucléaire, journée contre les violences faites aux femmes, 17 octobre... Le NPA participe à toutes ces mobilisations, cherche à les construire dans l'unité la plus large.

8 - Au-delà de ces rendez-vous immédiats mais en les articulant avec ces interventions, nous devons construire une campagne politique du NPA sur la question de l'emploi. Alors que la crise du système entre dans une nouvelle phase marquée par la récession, la question de l'emploi est au cœur des préoccupations : chômage de masse (5 millions de chômeurs), pauvreté encore plus massive (10 millions de pauvres), licenciements et fermetures d'entreprises, non renouvellement des contrats précaires et raréfaction des missions d'intérim, suppressions de postes dans la fonction publique, dégradations et intensification des conditions de travail...

Les " solutions " avancées par les classes dominantes sont pires que le mal auquel elles prétendent remédier. Encore plus de flexibilité, c'est-à-dire de déréglementation et de précarité. A l'échelle de l'Europe, les classes dominantes veulent mettre à profit la crise pour en finir avec un modèle social qu'elles jugent trop protecteur et réduire encore la part des salaires pour reprendre pieds dans la concurrence internationale. Comme il commence à le dire, Hollande veut mettre en œuvre cette flexibilité, si possible avec l'aval des organisations syndicales. Cette offensive est enveloppée dans le baratin sur la croissance qu'il faudrait retrouver grâce à nos efforts afin de renouer avec la prospérité pour tous. Hollande reprend aussi à son compte " l'économie verte " comme possible issue à la crise, mais c'est en réalité l'une des stratégies du capital pour récupérer des taux de profits élevés, en privatisant les écosystèmes et en transformant le " vivant " en marchandise.

La question de l'emploi est bien centrale car le chômage de masse et la mise en concurrence forcée des salariéEs sont lourds de dangers, de divisions, de nationalisme, de racisme, de sexisme... L'extrême-droite est en embuscade et les premiers actes du ministre de l'intérieur Valls, dans la droite ligne de ses prédécesseurs de droite, apporte de l'eau à son moulin.

Notre réponse doit être globale et s'adresser à toutes et tous, par-delà les divisions entretenues. De plus, il faut mettre en relation nos mesures sur le terrain de la défense de l'emploi, dans le cadre d'une rupture nécessaire avec le système capitaliste, et les questions écologiques, le rejet d'un modèle productiviste incontrôlé.

Refuser de payer la crise, c'est refuser de servir de variable d'ajustement. Deux dimensions sont au cœur de notre campagne :

- L'interdiction des licenciements, le refus des suppressions de poste dans les services publics et la lutte contre la précarisation du travail (notamment pour les femmes et dans la jeunesse)
- Le partage du travail, " travailler moins pour travailler toutes et tous dans de meilleures conditions ", par une réduction massive du temps de travail, sans perte de salaire, avec embauches correspondantes.

Cette campagne s'inscrit plus généralement dans la défense des mots d'ordre d'un plan d'urgence anticapitaliste, en particulier:

- Un seul contrat stable, **[AMENDEMENT P4 N° 9] le CDI**, création d'emplois dans les services publics, droits et revenu pour les chômeurs/euses...
- Augmentation immédiate des salaires, pensions et allocations sociales, indexation des salaires sur les prix ;
- Contrôle des salariés et de la population concernée sur les comptes et l'activité des entreprises et administrations ;
- Réquisition sous contrôle des travailleurs **dans les des** entreprises qui ferment ou licencient, **[AMENDEMENT P4 N° 10] nationalisation sans indemnités ni rachat des secteurs stratégiques de l'économie.**

**[AMENDEMENT P4 N° 11] Loin de laisser entendre que ces mesures seraient compatibles avec le capitalisme, nous montrons au contraire de façon systématique que**

**leur pleine réalisation suppose de rompre avec ce système, nous mettons donc en avant l'objectif du pouvoir des travailleurs et des travailleuses, dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.**

Cette campagne autour de ces objectifs et en liens avec les luttes, comme nous l'avons fait pour la campagne des présidentielles implique de reconstruire des relations vivantes et dynamiques entre les comités et la direction.

Elle s'accompagne d'un effort d'implantation durable dans les milieux populaires et notamment les lieux de travail.

Elle nécessite l'élaboration d'un matériel régulier, l'organisation de tournées de meetings, de réunions publiques et de boîtes en lutte avec nos porte-parole.

Dans le journal, nous mettons en place une rubrique spéciale campagne emploi.

Une note régulière dans Info CE centralisera les infos et donnera une impulsion à l'organisation sur d'autres terrains, quartiers populaires, universités et lycées.

(Les modalités d'organisation de la campagne seront à préciser dans le cadre de la commission campagne emploi du CPN).

9 - L'ensemble de notre activité trouve sa cohérence dans la perspective globale de la construction d'une **[AMENDEMENT P4 N° 12] ~~opposition de gauche au~~ lutte massive et unitaire pour vaincre toutes les attaques du** gouvernement Ayrault-Hollande. Dans nos syndicats, nos associations, plus largement dans le monde du travail et la jeunesse nous voulons convaincre qu'il n'est pas possible de rester dans l'abstention que ce soit face au refus de ce gouvernement de défaire les mesures prises sous Sarkozy, face à l'annonce de l'austérité de "gauche".

L'efficacité des mobilisations et des luttes suppose de rompre avec l'attentisme et les ambiguïtés des positions des directions syndicales mais aussi du Front de gauche qui se refusent à développer une politique d'opposition au gouvernement. Nous proposons à toutes les forces de gauche qui ne participent pas au gouvernement, à l'ensemble du mouvement ouvrier, de discuter des moyens d'agir, dans l'unité, pour frapper ensemble à chaque fois que c'est possible **[AMENDEMENT P4 N° 12 bis] ~~et pour de construire ensemble une~~ ~~opposition de gauche au gouvernement tout en marchant bien sûr séparément puisque~~ nos programmes fondamentaux ne sont pas compatibles.** C'est l'intérêt de tous. Il ne s'agit pas de masquer les désaccords qui peuvent exister, mais d'en discuter à la lumière des réalités concrètes de la politique du gouvernement, de l'évolution de la crise, des mobilisations et des moyens de leur permettre d'être victorieuses, d'inverser le rapport de force.

C'est au travers de ces discussions, de ces expériences concrètes, et surtout des luttes qui pourront être menée en commun, que se construira l'unité du monde du travail et de celles de ses organisations qui s'opposeront réellement au gouvernement comme à l'offensive capitaliste. C'est cette unité-là qui permettrait de ne pas laisser le Front national continuer à prospérer dans la période qui vient. **[AMENDEMENT P4 N° 12 ter] ~~C'est de cette manière qu'une opposition à la gauche du gouvernement PS et de ses soutiens pourra voir le jour.~~**

10 - A travers ces différents niveaux d'interventions, que ce soit dans le cadre du travail unitaire ou de notre campagne anticapitaliste propre, le NPA doit maintenant se réorganiser. Au lendemain de la Conférence Nationale de début juillet et de la scission de la Gauche Anticapitaliste, ces prochaines semaines doivent nous permettre de tourner la page et de redéployer notre parti vers l'extérieur dans la lutte contre les politiques d'austérité, tout en le régénérant à l'intérieur.

L'horizon d'un nouveau congrès dans quelques mois nous permet de rouvrir des discussions sur le parti que nous voulons : orientation, stratégie, fonctionnement, organisation,

démocratie, direction, presse, etc. Mais sans attendre, il est nécessaire que dès aujourd'hui nous donnons les moyens organisationnels et politiques dans une période difficile mais riche de possibilités et de perspectives. Il s'agit de reconstruire et de développer nos liens organisationnels, notamment les commissions nationales.

Notre dernière université d'été a montré que le parti est prêt à se lancer dans ce patient travail de réorganisation. L'énergie des comités reste vivace malgré les difficultés de la séquence précédente pas encore totalement dépassées. En articulant dans la continuité de l'élection présidentielle une politique offensive **[AMENDEMENT P4 N° 12 quarter] pour la construction d'une opposition unitaire de gauche**, luttés pour l'emploi, mobilisations contre les mesures racistes et pour l'égalité des droits, l'enjeu est bien de permettre ces prochaines semaines au NPA de rebondir pour permettre au mécontentement, à la révolte du monde du travail et de la jeunesse de trouver une expression politique.